

**Bureau du 11 décembre 2006**

**Décision n° B-2006-4854**

objet : **Compactage et réaménagement de prêts accordés à la SA HMF Rhône-Alpes - Co-garant ville d'Oullins**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestion - Contrôle des gestions externes

**Le Bureau,**

Vu le projet de décision du 30 novembre 2006, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2006-3289 en date du 27 mars 2006, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Dans le cadre du réaménagement de sa dette, la SA HMF Rhône-Alpes, en accord avec la Caisse des dépôts et consignations (prêteur), souhaite regrouper deux prêts en un seul et même contrat (compactage) réaménagé selon les nouvelles caractéristiques et modalités financières décrites ci-dessous :

- compactage : prêt n° 105 877,
- date d'effet du réaménagement : 1er avril 2006,
- capital total réaménagé : 328 682,57 €, soit une garantie de 279 380,19 €,
- date de 1ère échéance : 1er février 2007,
- durée d'amortissement du prêt : 8 ans à compter de la 1ère échéance,
- périodicité des échéances : annuelle,
- taux d'intérêt actuariel annuel : 3,56 %,
- taux annuel de progressivité : 0,00 %,
- révisibilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %,
- remboursement anticipé possible après le réaménagement, moyennant une indemnité forfaitaire de 6 mois d'intérêt sur le capital remboursé,
- renouvellement de la garantie sur la durée totale du prêt.

La garantie de la Communauté urbaine est sollicitée pour ce compactage et peut être accordée aux mêmes conditions que les prêts d'origine, soit 85 %, et une co-garantie de 15 % de la ville d'Oullins ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2021 du code civil ;

Vu l'article R 221-19 du code monétaire et financier ;

**DECIDE**

**Article 1er :** la Communauté urbaine accorde sa garantie à la SA Habitations Modernes et Familiales (HMF) Rhône-Alpes, à hauteur de 85 % du prêt n° 105877 refinancé aux conditions décrites ci-dessus. Le montant total garanti est de 279 380,19 €.

Au cas où la SA HMF Rhône-Alpes pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Communauté urbaine s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la Caisse des dépôts et consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le paiement sera effectué selon les dispositions de l'article L 2252-1 du code général des collectivités territoriales et notamment du dernier alinéa ainsi rédigé : *"Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou caution accordées par une commune porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel."*

**Article 2** : la Communauté urbaine s'engage, pendant toute la durée des prêts, à libérer en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

**Article 3** : le Bureau autorise monsieur le président de la Communauté urbaine à intervenir à chacun des contrats de compactage qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et la SA HMF Rhône-Alpes.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la SA HMF Rhône-Alpes.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme,  
le président,  
pour le président,